

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13003 MARSEILLE

MARSEILLE, le 28/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAINT LOUIS SUCRE**

336 RUE DE LYON  
13015 Marseille

Références : D-1111-MRS-2023  
Code AIOT : 0006400619

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement SAINT LOUIS SUCRE implanté 336 RUE DE LYON 13015 Marseille. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite au dépôt du dossier tiers demandeur prévu par les articles R512-76 et suivants du code de l'environnement, au bénéfice de la société BROWNFIELDS, l'inspection des installations classées contrôle l'état du site au regard de la mise en sécurité, qui relève de l'exploitant Saint Louis Sucre et du suivi des eaux souterraines à la charge du tiers demandeur BROWNFIELDS.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT LOUIS SUCRE
- 336 RUE DE LYON 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006400619
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Saint Louis Sucre est une ancienne usine de production de sucre raffinée. Le raffinage a été arrêté en 2015 et les opérations de conditionnement ont été stoppée en 2019. Depuis cette date, seule l'activité de fabrication de sucre liquide est conservée. Un arrêté préfectoral modifiant l'activité du site, faisant suite à la déclaration de cessation partielle des activités en 2019, a été pris le 11 janvier 2021 qui encadre le fonctionnement du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation d'activité – mise en sécurité
- Surveillance des eaux souterraines
- Tiers demandeur – garanties financières

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Mise en sécurité – cessation partielle | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1 2° | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 30 jours              |
| 4  | Mise en sécurité – cessation partielle | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1 1° | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                        | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Quantité produite de sucre liquide | Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 1.2.1 | /                                                                                                          | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 5  | Mise en sécurité – cessation partielle           | Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1 4° | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 7  | Surveillance de la qualité des eaux souterraines | AP Complémentaire du 25/03/2022, article 7.2                | /                                                                                                          | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                          | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Nature et nombre des installations de combustion après cessation partielle | Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 1.2.1 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 6  | Garanties financières                                                      | AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3      | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 8  | Compatibilité des sols avec l'usage futur des parcelles à l'Est du site    | AP Complémentaire du 25/03/2022                 | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité des parcelles déclarées en cessation d'activité n'a pas été entièrement effectuée. L'exploitant doit évacuer les déchets dangereux et inflammables du site encore présents et doit assurer un gardiennage efficace afin d'empêcher toute intrusion et activités non justifiées ou liées aux opérations de mise en sécurité.

Le tiers demandeur doit, quant à lui, effectuer l'entretien des puits piézométriques et démarrer la campagne de suivi des eaux souterraines afin qu'elle soit terminée avant le début des travaux de réhabilitation. Lors de l'inspection, le tiers demandeur a présenté son intention de modifier l'usage du site le long du ruisseau des Aygalades (à l'Est du site). Dans ce cadre, il doit actualiser ses études afin de vérifier la compatibilité du site avec l'usage proposé et transmettre ces éléments au Préfet. L'avis des collectivités et du propriétaire est également requis sur ce changement d'usage.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature et nombre des installations de combustion après cessation partielle**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 1.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations de combustion exploitées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant n'exploite sur son site que 2 installations de combustion : une chaudière gaz de puissance thermique nominale 3,5 MW ainsi qu'un groupe électrogène de puissance thermique nominale 400 kW.<br>Il n'exploite plus les 2 chaudières de puissance thermique unitaire de 18 MW, la chaudière de puissance thermique de 10,8 MW ni le groupe électrogène chaufferie de 0,4 MW. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant n'exploite que la chaudière de 3,5 MW.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 2 : Quantité produite de sucre liquide**

|                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2021, article 1.2.1                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité journalière de sucre liquide produite                                                                                                                                                    |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant ne produit pas plus de 130 t/j de sucre liquide                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b> L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées son bilan de production journalière depuis le 1er janvier 2023 afin de démontrer le respect du seuil de production à 130 t/j sous un délai de 30 jours. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                     |

**N° 3 : Mise en sécurité – cessation partielle**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1 2°                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité – gardiennage du site                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à <u>l'article R. 512-35</u> . Il est donné récépissé sans frais de cette notification.<br><br>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br><br>[...]<br><br>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, des personnes étrangères à l'activité ainsi que leurs véhicules étaient présents sur des parcelles en cessation d'activité. Ils étaient en train de décharger du matériel dans un des anciens locaux de l'exploitant. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas assuré un gardiennage suffisant et doit évacuer de son site toute personne présente sur les parcelles en cessation d'activité pour des raisons de sécurité (en sachant que les opérations d'évacuation des déchets n'ont pas été terminées, que de nombreux déchets inflammables se trouvent à proximité des individus mentionnés), et doit compléter la mise en sécurité de son site en ne permettant qu'à des personnes en lien avec l'exploitation ou la réhabilitation du site de pénétrer sur celui-ci. Il ne doit pas y avoir d'activité sur les parcelles en cessation d'activité sans modification du dossier de cessation signalée au préalable au Préfet et après avoir obtenu son accord. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 4 : Mise en sécurité – cessation partielle**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1 1°                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité – évacuation des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à <u>l'article R. 512-35</u> . Il est donné récépissé sans frais de cette notification.<br><br>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br><br>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; |
| <b>Constats :</b> La visite du site a permis de constater que l'exploitant n'a pas évacué les déchets des parcelles en cessation. De nombreuses palettes, bouteilles de gaz (dont il n'est pas possible de vérifier leurs mise en pression) et autres déchets inflammables sont encore présents, et présentent un risque d'incendie. Il doit terminer la mise en sécurité de ces parcelles dans un délai de 2 mois en évacuant l'ensemble des déchets et en supprimant tout risques d'incendie ou d'explosion.                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 5 : Mise en sécurité – cessation partielle**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1 4° et arrêté ministériel du 11/09/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité – état des puits piézométriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à <u>l'article R. 512-35</u> . Il est donné récépissé sans frais de cette notification.<br><br>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :<br><br>[...]<br><br>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (par le biais de puits piézométriques convenablement repérés et entretenus selon l'arrêté du 11/09/03).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b> Le tiers demandeur doit effectuer l'entretien des piézomètres PZ3, PZ4 et PZ5 conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003, article 8 alinéa 3 du code de l'environnement. Ces ouvrages sont maintenus pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines prescrite à l'article 7.2 de l'APC du 25/03/22. Le Tiers demandeur doit notamment équiper chaque piézomètre : d'un capot de fermeture permettant un parfait isolement du puits piézométrique de toute pollution potentielle en surface d'un dispositif interdisant l'ouverture du puits piézométriques en dehors des périodes de prélèvements. Il est demandé au tiers demandeur de mettre en conformité les puits piézométrique PZ3, PZ4 et PZ5 sous un délai d'un mois.<br>Le site présente 2 piézomètres supplémentaires PZ1 et PZ2 non prévus dans la surveillance. L'inspection des installations classées demande au tiers demandeur de statuer sur le maintien ou le rebouchage de ces ouvrages s'ils ne sont pas utilisés ou si les premiers résultats de la surveillance montre une nécessité à les conserver. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

## N° 6 : Garanties financières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Constitution des garanties financières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le tiers demandeur est tenu de constituer des garanties financières selon les modalités visées à l'article R.512-80 du code de l'environnement[...] Le montant des garanties financières des travaux de réhabilitation est fixé à 80.000 euros TTC. L'attestation de constitution des garanties financières est établie conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par l'article L. 512-21 du code de l'environnement, un mois avant le démarrage des travaux de réhabilitation de la phase correspondante, prévus à l'article 4 du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b> Le tiers demandeur n'a pas fourni de document attestant de la constitution des garanties financières de 80 000 euros TTC. Il est tenu de les constituer au plus tard un mois avant le début des travaux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

## N° 7 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2022, article 7.2 et AM 11/09/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de suivi des eaux souterraines                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le suivi des eaux souterraines sera effectué en les prélevant dans les piézomètres PZ3, PZ4 et PZ5 mentionné dans le mémoire de réhabilitation. Une campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée avant le démarrage des opérations d'excavation et de façon trimestrielle pendant un an.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b> Le tiers demandeur et l'exploitant n'ont pas été en mesure de retrouver le PZ4 à l'inspection des installations classées. De plus, le tiers demandeur n'a pas commencé la campagne de suivi des eaux souterraines sur une période d'un an. Il est tenu de lancer cette campagne durant le mois de juillet 2023, afin de pouvoir boucler la période de suivi d'un an avant travaux. Il devra fournir à l'inspection des installations classées les premiers résultats de mesures sous 3 mois ainsi qu'une photo de l'ouvrage PZ4.<br>Les piézomètres dont la profondeur est supérieure à 10m doivent être déclarés auprès du BRGM d'après les articles L411-1 du code minier et 8 de l'arrêté du 11/09/03 par la pose d'une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 8 : Compatibilité des sols avec l'usage futur des parcelles à l'Est du site**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2022                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <b>Considérant</b> que l'usage futur retenu pour la réhabilitation du site est destiné au développement d'activités économiques ;                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b> Le tiers demandeur a transmis lors de l'inspection un plan modifiant en zone Est (le long du ruisseau des Aygalades) la destination à caractère industriel en projetant un projet de parc permettant la promenade pour le public. Cet usage futur n'est pas celui qui a été étudié dans le dossier de réhabilitation, notamment pour cette partie présentant des anomalies sur les métaux dans les sols. Le tiers demandeur doit donc modifier son dossier pour vérifier la compatibilité du site avec l'usage envisagé avant de pouvoir modifier la destination de l'usage ultérieur du site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |